



Non au saccage des services publics ! Non à l'économie de guerre !

Parmi les cibles du gouvernement Macron-Bayrou, en plus des services publics et de la Sécurité sociale, il y a les collectivités territoriales.

Ainsi, le gouvernement a coupé plus de 7 milliards dans leurs budgets pour 2025.

De ce fait, il appelle les élus locaux à relayer sa politique anti-ouvrière. Il faut dire que, « de gauche » comme de droite, beaucoup ne se font pas prier...

Les conséquences sont dramatiques pour les agents territoriaux et pour la population : fermeture de services, déménagement du personnel, absences et départs en retraite non remplacés, suppression des subventions aux cartes de transport, suppression de prestations aux personnes en situation de handicap, etc.

Ces élus se justifient en disant qu'« ils ne peuvent pas faire autrement », que « si on vote un budget en déséquilibre, le préfet placera la collectivité sous tutelle » ou encore que « finalement, on a préservé l'essentiel ».

Si, on peut faire autrement !

Quand les personnels des collectivités et la population se dressent contre cette politique, c'est justement pour obliger les collectivités à faire autrement, en commençant par ne pas relayer la politique du gouvernement qui remet en cause tous les droits au nom de l'économie de guerre.

À bas la politique du gouvernement Macron-Bayrou et l'économie de guerre !

À bas la politique de tous ceux qui s'en font le relais !

Non au saccage des services publics !

Défense des droits et des revendications !

Déjà 75 188 travailleuses et travailleurs se sont associés à l'appel

« Pas un homme, pas un sou, pas une arme pour la guerre ! »

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,

BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du
Parti des travailleurs
en flashant le QR Code

